



MESURES

**pour transformer
l'enseignement supérieur
face aux enjeux socio-écologiques**



SYNTHÈSE

Nous appelons les établissements d'enseignement supérieur à accélérer leur prise en compte des enjeux socio-écologiques et à enclencher une transformation en profondeur de leur fonctionnement.

“ Depuis 2018, une forte mobilisation secoue l'enseignement supérieur, et ce dans tous les domaines : marches climat, grèves, tribunes, manifestes... Les étudiant·e·s revendiquent leurs attentes pour que leur formation et leurs débouchés professionnels soient alignés avec les enjeux socio-écologiques. En parallèle, des associations et institutions ont défriché le sujet et publié **des pistes d'action et des ressources pour transformer les cursus** : rapports du *Shift Project*, *Manuel de la Grande Transition*...

Un timide virage a alors été enclenché au sein de l'écosystème de l'enseignement supérieur : la notion de « développement durable » est de plus en plus présente et certains établissements commencent à remettre en question en profondeur les enseignements dispensés. Mais ces évolutions restent très hétérogènes et insuffisantes : encore fin 2020, **seulement 15 % des directions d'établissement annonçaient vouloir former 100 % de leurs étudiant·e·s aux enjeux socio-écologiques** !

2022 semble marquer un tournant dans les discours politiques, qu'il s'agit désormais de transformer en actions. Début janvier, le Conseil de l'Union européenne affirmait la nécessité d'intégrer la transition écologique dans l'ensemble des programmes. En février, le rapport Jean Jouzel, dont la rédaction s'est étalée sur deux ans par manque d'engagement et d'énergie de la part du gouvernement, a été publié. Le 20 octobre, la nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sylvie Retailleau, a annoncé reprendre l'objectif de former la totalité des étudiant·e·s de l'enseignement supérieur à ces enjeux. Mais, **si les objectifs et certaines mesures sont précisés au niveau européen comme national, aucune méthode claire n'est proposée aux établissements**.

C'est pourquoi, en tant que collectif d'étudiant·e·s et de jeunes diplômé·e·s, *Pour un réveil écologique* a synthétisé les principaux travaux publiés ces dernières années, pour proposer **10 mesures transformatives aux directions d'établissement**. Ces mesures sont à la fois opérationnelles, prioritaires, ambitieuses et applicables à l'échelle d'un établissement. ”

Décembre 2022



Depuis 2018 et la parution du *Manifeste étudiant pour un réveil écologique* qui a récolté plus de 30 000 signatures d'étudiant·e·s, le collectif *Pour un réveil écologique* rassemble des étudiant·e·s et des jeunes diplômé·e·s qui s'engagent pour des formations et des perspectives professionnelles en adéquation avec l'urgence écologique.



enseignement@pour-un-reveil-ecologique.org
www.pour-un-reveil-ecologique.fr

SE STRUCTURER POUR TRANSFORMER

1 Former l'ensemble des personnels dirigeants de l'établissement aux enjeux socio-écologiques*.

Un module de 20h dédié à l'introduction à l'Anthropocène* sera dispensé à l'ensemble des personnels dirigeants de l'établissement.

2 Structurer la gouvernance et dédier des moyens humains et financiers pour enclencher une transformation profonde de l'établissement.

Pour accélérer la prise en compte des enjeux socio-écologiques, l'établissement devra dédier un poste de direction à la « transition socio-écologique » pour porter ces sujets (directeur·rice général·e adjoint·e, direction dédiée, vice-présidence et/ou vice-doyen·ne). Des postes de chargé·e-s de mission dédiés à la mise en œuvre de ces transformations seront créés à hauteur d'un temps plein pour 500 étudiant·e-s. Chaque temps plein disposera de 20 000€ de budget pour mener ces actions.

3 Publier, dans un délai d'un an, une feuille de route chiffrée explicitant l'intégration des enjeux socio-écologiques* dans la stratégie globale de l'établissement à court, moyen et long terme.

Cette feuille de route structurera la prise en compte des enjeux socio-écologiques dans la formation, la recherche, la gouvernance, la vie étudiante et le campus et fera apparaître des objectifs quantifiables et vérifiables.

4 Créer une dynamique collective de transition impliquant l'ensemble des parties prenantes de l'établissement.

Pour créer cette dynamique, l'acquisition d'une culture commune sur les enjeux socio-écologiques pour les enseignant·e-s-chercheur·euse·s et personnels de soutien de l'établissement ainsi qu'une gouvernance plus horizontale seront nécessaires.



5 Lutter contre la privatisation des établissements d'enseignement supérieurs, l'augmentation des frais de scolarité et limiter les partenariats aux organismes réellement engagés dans la transition socio-écologique*.

La baisse de financement par étudiant·e de l'enseignement supérieur des 15 dernières années provoque la présence de plus en plus importante d'intérêts privés dans les établissements et la hausse des frais de scolarité dans les écoles. La première soumet les établissements à de nombreux conflits d'intérêt pouvant ralentir leur transition socio-écologique, tandis que la seconde restreint l'accès à l'enseignement supérieur. Afin de prendre en compte sérieusement ces enjeux, la transparence des financements et de leurs usages, comme le choix de ses partenaires est essentiel. Ces mesures ne suppriment pas les relations financières ou académiques avec les entreprises, mais les restreignent soit à un cadre de formation ou de recherche (apprentissage, formation continue, contrats de recherche...), soit à un cadre transparent dédié à l'intérêt général et limitant les conflits d'intérêt. soutenue par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche².



FORMER À L'ÈRE DE L'ANTHROPOCÈNE

6 Organiser, dès l'année prochaine, une journée obligatoire dédiée aux enjeux socio-écologiques* pour l'ensemble des étudiantes et étudiants.

Cette journée sera composée d'un atelier de sensibilisation, d'une conférence, d'ateliers sur les leviers d'action et de témoignages de jeunes engagé-e-s dans la transition socio-écologique.

7 Dédier 200 h de cours obligatoires aux enjeux socio-écologiques* pour l'obtention de tout diplôme niveau Master (100 h pour le niveau Licence).

L'objectif de ces cours sera d'accompagner les étudiant-e-s dans leur prise en compte des enjeux socio-écologiques en leur donnant des clés de compréhension. Ils devront s'appuyer sur un référentiel de connaissances et compétences dédié, en donnant une place à la pédagogie par l'action.

8 Mettre à jour l'ensemble de la maquette pédagogique de l'établissement pour l'adapter au contexte de l'anthropocène et aux besoins sociétaux induits.

L'ensemble des maquettes pédagogiques devront être mises à jour pour tenir compte des enjeux socio-écologiques. Chaque cursus devra questionner les besoins sociétaux auxquels il répond.



RÉDUIRE SES IMPACTS SOCIO-ÉCOLOGIQUES

9 Appliquer une stratégie bas-carbone ambitieuse et transparente sur l'ensemble du périmètre de responsabilité de l'établissement.

L'application d'une stratégie bas-carbone efficace est urgente et repose sur 5 points avec la réalisation d'un bilan carbone, la fixation d'objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, la mise en œuvre de plans d'action, la publication de l'ensemble de ces documents et l'insertion des objectifs de réductions dans la stratégie de l'établissement. Le périmètre de responsabilité de l'établissement correspond au minimum aux transports (personnels et étudiant-e-s), aux achats et à la consommation d'énergie.

10 Encourager l'acquisition de compétences interculturelles, faciliter les expériences internationales bas-carbone pour toutes et tous, et supprimer les obligations d'échanges internationaux.

Les dernières années ont été marquées par une internationalisation de l'enseignement supérieur et une hausse significative des impacts environnementaux induits. Si l'ouverture culturelle est essentielle, elle peut être acquise par bien d'autres moyens qu'un échange international obligatoire. Nous recommandons de transformer ces obligations en l'acquisition de compétences inter-culturelles, tout en valorisant et facilitant les expériences internationales bas-carbone.



GLOSSAIRE

***Socio-écologiques** : Nous basant sur les travaux du *Shift Project*, nous regroupons sous le terme « socio-écologiques » les enjeux liés aux limites physiques de la planète, leurs conséquences sociales et leurs causes historiques. Englober ces notions permet de se doter d'une vision plus complète de la transition systémique à mener.

***Introduction à l'Anthropocène** : Nous désignons sous ce terme une formation balayant les enjeux socio-écologiques sous une approche interdisciplinaire, allant au-delà d'une vision trop souvent limitée au champ de la physique lorsque l'on parle de la crise écologique (définition également inspirée du *Shift Project*).

***Approche par les compétences** (issue du *Vadémécum* sur l'APC de l'Université de Lorraine) :

- Ce sont les **finalités de la formation**, exprimées en compétences, qui guident la construction du programme.
- La formation n'est pas le résultat d'une juxtaposition d'enseignements, mais se centre sur l'apprentissage de l'étudiant. Elle est **construite comme un parcours** dans lequel les différents enseignements et situations d'apprentissage concourent de façon cohérente au développement des compétences visées, et permettent de les évaluer.
- Pour cela, la formation prévoit des temps d'apprentissage des ressources (savoirs, savoir-faire, attitudes...) nécessaires à la mise en œuvre des compétences, mais également des activités où **l'étudiant apprend à mobiliser ses ressources** (intégration des savoirs) face à des situations complexes et à travers lesquelles les compétences acquises sont évaluées.

Plus de détails sur les mesures que nous proposons ainsi que des ressources complémentaires sont disponibles dans la version complète du rapport.

